

**LES ELUS SOCIALISTES DU CONSEIL GENERAL**  
**ET LA FEDERATION SOCIALISTE DES HAUTS-DE-SEINE**  
**DENONCENT LA MAIN-MISE DU CHEF DE L'ETAT SUR LE DEPARTEMENT !**

Nanterre, le 9 octobre 2009

Nous retrouvons ici des méthodes que nous connaissons bien pour y avoir été confrontés le jour où Nicolas Sarkozy est devenu Président du Conseil général des Hauts-de-Seine, le 1<sup>er</sup> avril 2004 : la manipulation de la vie politique de notre département par un seul homme grâce à l'utilisation des médias.

Les Conseillers généraux socialistes ont appris par la presse, hier, la future démission d'Hervé Marseille du conseil d'administration de l'Établissement Public d'Aménagement de la Défense (EPAD) pour y laisser sa place à Jean Sarkozy, afin que ce dernier puisse devenir président de cette structure.

Pourtant l'entrée de Jean Sarkozy au conseil d'administration de l'EPAD ne pourra se faire sans un vote de l'Assemblée départementale qui ne se réunira que le 23 octobre prochain. Ce détournement du rôle de notre assemblée fait suite au refus de Patrick Devedjian d'organiser une séance publique, en septembre 2009, consacrée au projet du « Grand Paris », séance que le groupe socialiste avait demandée.

Quant à la Présidence de l'EPAD, est-il responsable de la confier à quelqu'un d'aussi jeune et inexpérimenté à la veille d'évolutions importantes de cet établissement public et du site de La Défense ?

Nous dénonçons cette manière de faire, contraire à la démocratie. Et nous dénonçons bien plus encore cette nouvelle manifestation du pouvoir népotique qu'exerce N. SARKOZY sur la « Principauté des Hauts-de-Seine ». C'est de fait, au-delà d'une dérive monarchique, une mainmise sur La Défense par «le clan du Président».

Non content de priver les villes, sur le territoire duquel est implanté le site de la Défense, de tout pouvoir décisionnaire par le projet de loi de M. Blanc, cette éventuelle nomination démontre une fois encore que Jean Sarkozy et ses amis perpétuent les méthodes très particulières de la droite dans ce département au détriment de l'intérêt général, et surtout des habitants des Hauts-de-Seine.